

PROGRAMME ASIE

LA CHINE ET L'AFRIQUE : Lorsque l'opportunité occulte le risque

PAR

Le Commandant Cédric LE GOFF

JUIN 2017

ASIA FOCUS #35

Pays de tradition plurimillénaire, la Chine a eu tout au long de son histoire comme principale préoccupation la protection de sa civilisation en la préservant des influences extérieures. Elle a fait preuve d'une constante discrétion sur le plan international et s'est souvent montrée très peu encline à l'ouverture et à entrer dans la course à la puissance, ainsi qu'à la domination mondiale.

Cependant, à partir de 1949 et la proclamation de la République populaire de Chine, Mao Zedong, à la tête du Parti communiste chinois (PCC), se fixe pour objectif de donner à la Chine un statut de puissance de premier plan, qu'il considère comme étant celui qu'elle aurait dû détenir depuis toujours. La politique interne conduite par Mao entre 1950 et 1976, bien que présentant un bilan comportant des résultats positifs, ne laisse cependant aucune chance à la Chine de rayonner dans le monde. À la mort de la figure tutélaire du pays en 1976 et tandis que les puissances occidentales viennent de connaître une période de croissance économique et de développement inédits, la Chine clôt une ère de famine et de purges politiques massives, avec de nombreux épisodes de fermeture et d'isolement international.

Le véritable réveil international de la Chine se produit à partir de 1978 avec l'affirmation du pouvoir de Deng Xiaoping qui, tout en s'inscrivant dans le respect des préceptes fondamentaux du PCC, met en place une « économie socialiste de marché ». Pékin s'ouvre alors à l'économie internationale et, tout en conservant une attitude de discrétion et de réserve sur les plans politique et diplomatique, la Chine figure rapidement dans le peloton de tête des puissances économiques.

Stimulée par ses résultats et consolidant son assise internationale grâce à ses performances économiques, la Chine sort progressivement de sa réserve politique. Dès 1994, Jiang Zemin, adopte une « stratégie de grand pays », commence à asseoir sa position en Asie et renforce ses relations avec les puissances occidentales. Le poids international de Pékin croît de manière régulière et la Chine de la fin des années 2000 affirme clairement sa puissance, affichant ouvertement ses ambitions : accéder au rang de superpuissance. Les objectifs fondamentaux de la Chine contemporaine sont clairs, ambitieux et alimentent une double dynamique. Il s'agit, d'une part, d'assurer une croissance économique forte permettant de garantir la stabilité du régime en place et la survie du PCC ; et, d'autre part, de renforcer sa puissance au niveau mondial et de se positionner comme seul contrepoids et alternative aux États-Unis.

Instrument de cette montée en puissance progressive, la politique africaine de la Chine apparaît en parfaite cohérence avec ses objectifs et ses ambitions à échelle internationale. À la fois partenaire historique et opportunité contemporaine, l'Afrique est une pierre indispensable dans la construction de l'édifice chinois, dont elle tire

également par ailleurs des bénéfiques. Mais, poursuivie telle quelle, la politique menée par la Chine risque de se transformer en jeu de l'apprenti sorcier et de se retourner à la fois contre elle mais aussi contre l'Afrique.

L'AFRIQUE COMME SUPPORT DES INTÉRÊTS ET DE L'EXPANSION CHINOISE

Depuis 1990, des considérations avant tout économiques...

Bien que les relations entre la Chine et l'Afrique remontent aux années 1950, celles-ci ont véritablement connu un développement sans précédent au cours des vingt-cinq dernières années¹, au moment où Pékin a commencé à vouloir dominer le monde.

Le niveau de partenariat adopté diffère néanmoins selon le pays concerné et ce qu'il peut apporter à la Chine. La politique chinoise, basée sur l'opportunisme commercial, se caractérise par la formule « *business is business* ». Le commerce passe avant toute préoccupation « occidentale » de transparence, de démocratie, etc.

Cette politique se développe plus particulièrement depuis que la Chine est dépendante des importations nécessaires au fonctionnement de son économie. En 1993, le pays devient importateur net de pétrole. La sécurisation de ses approvisionnements devient alors primordiale, ce qui le contraint à diversifier ses sources. Parallèlement, le contexte international (Irak / problématique du nucléaire iranien) rend le Moyen-Orient plus incertain. L'Afrique devient donc un marché d'importation de premier plan qu'il est indispensable de développer et de conserver à des conditions favorables². Cette posture permet à la Chine de commercer notamment avec les deux premiers producteurs de pétrole en Afrique, le Nigéria et l'Angola, dont les modes d'administration sont en totale opposition avec les valeurs et standards occidentaux.

Le cas du Soudan illustre également parfaitement cette politique. Ce pays possède en effet la capacité à gérer toute la chaîne pétrolière, de l'extraction à l'exportation. Identifiant cette caractéristique comme un facteur clé de succès, la Chine, hors de toute considération politique ou sociale, perçoit immédiatement la nécessité pour les pays exportateurs de pouvoir bénéficier d'infrastructures routières et portuaires performantes. Aussi, alors que les États-Unis et le Canada ont décidé le retrait de leurs

¹ +700 % pour les échanges commerciaux dans les années 1990.

² Depuis 2008, les importations en provenance de l'Afrique représentent un tiers des importations de pétrole de la Chine.

entreprises du pays pour cause d'esclavage et de persécution des populations du sud, les Chinois ont continué à y investir, depuis 1996.

Les relations sino-africaines ont en outre pour but de permettre à la Chine de satisfaire ses besoins en matières premières³. En 2010, le pays consommait 25% du cuivre mondial, 25% de l'acier et 90% de l'aluminium. Les ressources africaines sont essentielles à l'économie chinoise et, comme pour le pétrole, la Chine investit massivement dans les pays concernés, en échange de l'accès privilégié à leurs matières premières (Zimbabwe pour le platine, Guinée pour la bauxite, Zambie pour le cuivre, Mauritanie pour le fer, Afrique du Sud et République démocratique du Congo pour le cobalt, etc.).

Du point de vue économique, le continent africain est enfin un marché d'exportation essentiel. Incapable d'innovation, l'économie chinoise repose sur une production de masse à faible valeur ajoutée que son marché intérieur ne peut pas absorber. Dès lors, structurellement condamnée à maintenir une forte croissance, elle évacue son surplus de production vers l'Afrique. Entre 1995 et 2008, les flux de produits manufacturés chinois à destination de l'Afrique ont été multipliés par trente. Afin de permettre aux pays africains de pouvoir acheter la production chinoise, Pékin met en œuvre une politique de soutien aux économies africaines. Ainsi, depuis 1999, la Chine applique la politique du « *go abroad* », qui consiste en des investissements massifs dans les domaines des infrastructures, du pétrole et des télécommunications.

Les produits chinois sont parfois utilisés comme contreparties à l'accès à certaines matières premières stratégiques, telles que l'uranium au Niger. En l'espèce, il ne s'agit alors plus de biens de consommation courants mais d'armement. Ce type d'échanges illustre le caractère *a priori* purement commercial des relations sino-africaines, mais aussi le fait que la Chine est prête à passer outre toute considération politique, éthique et déontologique pour, *in fine*, satisfaire ses propres intérêts.

... Mais aussi une exploitation comme relais de puissance essentiel

Diffusant un discours mettant en avant le régionalisme africain et le multilatéralisme, notamment à travers le Forum of China-Africa Cooperation (FOCAC)⁴, la politique

³ La plupart des importations concerne les énergies et les minerais, mais la Chine importe également des produits issus du sol (bois, blé, coton) et de la pisciculture. En revanche, contrairement à une idée répandue, l'achat de terres agricoles africaines par la Chine reste assez marginal en comparaison avec ce qu'il représente dans d'autres régions, et avec le volume total des investissements en Afrique. Selon les données de Land Matrix, les investissements chinois en Afrique, entre 2000 et 2015, représentent ainsi moins de 9% du total des achats de terres par la Chine à l'étranger et seulement 5% de l'ensemble des investissements étrangers sur le continent.

⁴ Le FOCAC, créé à l'initiative de la Chine en 2002, est une enceinte d'échanges et de discussions qui regroupe la Chine, l'Union africaine et 53 pays africains. Il se réunit tous les 3 ans alternativement en Chine ou dans l'un des pays membres africains. Son objectif est, via la conclusion d'accords d'entraide, diplomatiques et commerciaux, de renforcer la coopération entre Pékin et ses partenaires africains.

chinoise manifeste cependant un décalage entre paroles et réalité. En raison de la diversité et de la complexité des situations des pays africains, Pékin privilégie grandement les coopérations bilatérales. Celles-ci permettent en effet d'établir des relations directes avec les élites et de mettre en place des initiatives d'État à État ; consolidant notamment les liens de la Chine avec ses alliés potentiels aux Nations unies, en particulier sur les sujets en contradiction avec les approches occidentales. Ce contexte facilite en outre les initiatives sub-étatiques, entre provinces et villes chinoises et africaines, diffusant la prise en compte des intérêts chinois à tous les niveaux de pouvoir.

Selon David Bénazeraf⁵, l'Afrique constitue par ailleurs un laboratoire pour la politique de *soft power* de la Chine. L'influence chinoise se manifeste notamment à ce titre dans le domaine de la formation et de la culture. Dès 2003, la diplomatie culturelle de la Chine se traduit par 65 accords culturels et 150 plans de coopération éducative, impliquant 19 universités chinoises et 29 africaines, et scientifique (laboratoires).

Afin d'augmenter la résonance des pays en voie de développement sur la scène internationale, un forum des *think tanks* chinois et africains est créé en 2011 dans le cadre du FOCAC. Par ailleurs, 46 instituts *Confucius* ont vu le jour dans trente pays africains depuis 2005.

En matière de formation, le FOCAC a instauré un fonds pour le développement des ressources humaines en Afrique. Il s'agit d'un programme de formation continue, qui compte environ 45.000 bénéficiaires, surtout dans les secteurs clefs de la coopération Chine-Afrique (construction, urbanisme).

L'adoption d'une politique de *soft power* marque la volonté de la Chine d'exploiter tout le spectre des moyens de puissance et confirme ses ambitions mondiales. De plus, le fait que l'Afrique soit choisie comme terre d'expérimentation est symptomatique du fait qu'elle représente bien pour la Chine un support et un tremplin pour affirmer son statut de puissance. Pékin n'en oublie pas pour autant tout le potentiel de son « *hard power* », notamment dans son volet militaire.

Déterminée à affirmer son rôle mondial, la Chine doit désormais défendre ses intérêts, y compris hors de son territoire national. Or, au-delà de l'implantation des bases navales dans l'océan Indien, constituant son « collier de perles », c'est en Afrique que Pékin a choisi de projeter la montée en puissance de son potentiel militaire.

⁵ David Benazeraf, « *Soft power chinois en Afrique, Renforcer les intérêts de la Chine au nom de l'amitié sino-africaine* », *Asie Visions* (Ifri), septembre 2014.

La Chine développe à ce titre un important volet de coopération militaire et de vente d'armes avec ses partenaires. Elle est ainsi le plus important fournisseur d'armes en Afrique sub-saharienne (4 milliards de dollars entre 2009 et 2013) et va même plus loin que les autres pays en la matière, dans la mesure où elle est la seule à avoir implanté des usines d'armements légers sur le continent africain, au Soudan (en pleine guerre civile), au Mali et au Zimbabwe⁶.

Mais les évolutions majeures opérées par la Chine depuis le milieu des années 1990 concernent les engagements de ses propres forces armées. Bien que faisant l'objet de mesures de modernisation sans précédent⁷, la principale faiblesse de l'Armée populaire de libération (APL) est son manque d'expérience au combat. Depuis les événements de Tien Anmen 1989, elle n'a en effet jamais engagé de forces coercitives dans des opérations de gestion de crise⁸. Pékin a cependant décidé de participer à des opérations de maintien de la paix (OMP) sous mandat de l'ONU. C'est ainsi qu'entre 1990 et 2008, plus de 11.000 soldats, non combattants, ont été déployés en tant que Casques bleus, notamment au Libéria, en RDC, au Soudan et au Liban. À partir de 2009, au regard des progrès accomplis par l'APL, la Chine change de paradigme et commence à engager des soldats en tant que forces combattantes, en particulier au Mali et au Soudan du Sud. En janvier 2017, près de 2.500 membres des forces armées chinoises sont déployés en Afrique dans le cadre des OMP.

Avec 10,3% du budget total en 2016, la Chine est le deuxième contributeur financier aux OMP après les États-Unis, et le huitième en effectifs⁹.

L'évolution de la participation de la Chine à des opérations militaires éloignées de ses frontières s'illustre également sur le plan maritime. Pékin est en effet de plus en plus présent dans le Golfe d'Aden où, depuis 2008, la Chine a envoyé quinze groupes de 45 navires participer à des missions de patrouille ou d'escorte, en coopération directe avec l'OTAN (opération de lutte contre la piraterie *Ocean Shield*).

Enfin, le dernier élément majeur illustrant la dimension que Pékin souhaite donner à sa présence militaire en Afrique est sa décision d'implanter une base navale à Djibouti. Annoncée lors du sommet du FOCAC de décembre 2015, la construction de cette base devrait se terminer à la fin de l'année 2017. Premier avant-poste chinois à l'étranger, la

6 Philippe Richer, *L'Afrique des Chinois*, Paris, Karthala, collection « Terrains du siècle », 2012.

7 Mieux équipée et professionnalisée, l'APL a vu son budget doubler entre 2007 et 2015. Un effort est porté sur les composantes aérienne et maritime (la Chine a renouvelé l'équivalent de la flotte de la marine nationale française sur les 4 dernières années).

8 Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Science po, 2015.

9 Site internet de l'ONU : <http://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors.shtml>

base de Djibouti devrait pouvoir accueillir 10.000 soldats (les effectifs américains sont de 4.000 hommes) et permettra à la Chine d'effectuer seule la protection de ses navires marchands transitant par cette zone stratégique sur le plan économique. Cette base a pour objectif évident la sécurisation des flux commerciaux entre l'Afrique et la Chine. Elle offre en outre à Pékin une plate-forme militaire majeure sur le sol africain, renforçant de manière remarquable sa présence et son poids sur le continent africain.

La politique chinoise en Afrique se veut donc globale (économique, politique, diplomatique, militaire) et place la Chine sur un pied d'égalité avec les puissances établies sur le continent.

Mais l'approche choisie, servant avant tout les objectifs de Pékin, n'est pas sans conséquences et la Chine, après en avoir d'abord récolté les fruits, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, entraînant l'Afrique avec elle sur la route des réformes nécessaires.

UNE POLITIQUE QUI, À TERME, CONDAMNE LES MODÈLES CHINOIS ET AFRICAINS ACTUELS

La position de la Chine devient difficile à tenir...

Constatant la montée en puissance de la Chine en Afrique, les pays occidentaux présents sur le continent, dont la France, se proposent d'engager le dialogue avec Pékin pour qu'elle renforce ses engagements vis à vis des pays africains en matière de paix et de sécurité. La Chine bénéficie en effet de la présence et des actions des Occidentaux dans les régions qui servent ses propres intérêts, en particulier dans les zones déstabilisées. Les puissances traditionnellement présentes en Afrique attendent donc de sa part une mise à niveau de ses contributions mais aussi et surtout une prise de responsabilité à hauteur de ses engagements économiques. Au regard de son nouveau rang mondial, Pékin devrait adopter une nouvelle attitude, en arrêtant de soutenir les régimes dictatoriaux et en agissant en faveur du développement d'une bonne gouvernance au profit des populations. Il s'agit là d'un véritable « paradoxe de la puissance », remettant en question des fondements mêmes de la politique étrangère de la Chine : Pékin se trouve déchirée entre les attentes de la communauté internationale qu'elle ne peut ignorer en raison de son nouveau statut mondial, et les principes historiques qui lui ont permis d'investir le continent africain, à savoir la non-ingérence et une aide au développement non-conditionnée.

Dans le champ des perceptions, la Chine entre par ailleurs dans une zone de turbulence dangereuse en Afrique. Dès les années 1960, certains dirigeants africains déclaraient

déjà redouter un risque d'impérialisme chinois et se montraient méfiants par rapport aux déclarations d'intention séduisantes de Pékin¹⁰. Une remarquable force de persuasion accompagnée d'un déferlement de capitaux entre les années 1980 et 2000 ont permis à la Chine d'infléchir cette tendance. Mais de nos jours, les pays africains sont en mesure de dresser un bilan de la présence chinoise sur leur sol et la méfiance est de retour.

En effet, la rhétorique du « gagnant-gagnant » ne trouve pas de traduction concrète satisfaisante, la corruption des dirigeants n'est pas endiguée et la politique de Pékin est de plus en plus critiquée, non par les dirigeants, mais par de nombreux acteurs de la société civile (commerçants, entrepreneurs, journalistes, etc.)¹¹.

De manière générale, les Africains commencent à considérer que Pékin est un des principaux responsables de la raréfaction de certaines matières premières dans leur sous-sol ; que la diaspora chinoise constitue une concurrence commerciale déloyale vis-à-vis des agents économiques locaux ; que la qualité des nombreuses infrastructures n'est pas à la hauteur des standards occidentaux ; et que l'impact environnemental de la présence chinoise devient difficilement supportable.

Pour ces motifs mais aussi pour des raisons relevant de contextes particuliers, de nombreux pays voient ainsi naître un sentiment anti-Chinois. Au Ghana par exemple, de véritables pogroms anti-chinois ont eu lieu en 2015¹².

En conséquence, pour continuer à retirer les avantages dont elle entend profiter sur les plans économique et diplomatique, il devient donc indispensable à la Chine de modifier sa politique africaine, afin que sa présence ne se résume plus aux collusions qu'elle peut entretenir avec les dirigeants locaux ; mais qu'elle bénéficie surtout aux populations elles-mêmes, sous peine de dégradation irréversible de sa situation sur place.

... Et la situation de l'Afrique reste critique

La présence de la Chine en Afrique soulève un certain nombre de questions relatives d'une part, aux bénéfices réels découlant de la mise en œuvre de la politique chinoise ; et d'autre part, à la capacité de l'Afrique à tirer profit sur le long terme des apports chinois sur le continent.

10 David Benazeraf, « *Soft power chinois en Afrique, Renforcer les intérêts de la Chine au nom de l'amitié sino-africaine* », *op. Cit.*

11 Philippe Richer, *L'Afrique des Chinois*, *op. Cit.*

12 Entretien avec Cyril Robinet, chargé de mission Afrique au SGDSN, 27 octobre 2016.

La Chine voit notamment l'Afrique comme un gigantesque marché d'exportation. Particulièrement performante dans le textile, elle inonde par exemple l'Afrique de ses tissus et vêtements au détriment de la production locale, ce qui s'est traduit par la destruction de plus de 10.000 emplois dans le secteur à la fin des années 1990. Philippe Richer souligne à ce titre que l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001 lui a permis de peser sur la décision d'ériger des barrières douanières pour les produits africains en Europe, tout en évitant que les produits chinois subissent le même régime. De surcroît, les Africains subissent un déséquilibre accru en raison à la fois d'une main d'œuvre chinoise moins chère mais aussi d'avantages commerciaux consentis à la Chine aux termes d'accords commerciaux conclus avec les pays africains eux-mêmes (taxes inférieures, ...). Dès lors, même s'il est vrai que l'importation de produits manufacturés chinois à bas coût permet au consommateur de profiter de biens auxquels il n'aurait certainement pas eu accès s'ils n'avaient pas été Chinois, les producteurs et commerçants africains sont, eux, soumis à une concurrence redoutable.

De plus, les entreprises chinoises implantées en Afrique n'emploient quasi-exclusivement que de la main d'œuvre venue de Chine, qui vit en communautés fermées et ne consomme que des produits chinois. Les retombées économiques pour l'Afrique sont nulles et les créations d'emploi espérées n'ont pas lieu.

Lorsque l'on évoque les échanges entre la Chine et l'Afrique, il s'agit de garder à l'esprit que cette dernière est un continent et non un seul et même pays, et qu'elle présente des situations et des réalités très contrastées. En considérant la situation de manière globale, on constate que les échanges commerciaux sont asymétriques, la Chine bénéficiant d'une balance commerciale positive, tandis que celle de l'Afrique est négative¹³. Les biens de consommation chinois inondent le continent, alors que les exportations vers la Chine sont insuffisantes pour compenser. Dans le détail, 43 pays ont des échanges déficitaires avec la Chine car ils importent des produits manufacturés et, ne disposant pas de ressources naturelles, n'exportent pas, ou très peu. De tous les partenaires africains de la Chine, seuls l'Angola, le Gabon et la Zambie ne sont pas déficitaires.

Cette situation renvoie entre autres à ce que Chris Alden appelle le pillage des ressources naturelles africaines, auquel se livre Pékin afin de satisfaire ses importants besoins en matières premières avec la complicité des élites et leaders. Ces derniers se révèlent incapables de répondre aux besoins des populations, pas plus qu'aux soucis de développement, de droits de l'homme ou d'environnement : rejets des effluents non

¹³ Philippe Richer, *L'Afrique des Chinois*, Op. Cit.

traités, extractions minières (Nigéria), émanations de substances nocives dans l'air, forage par explosion (Gabon), etc.

De la même manière, ne disposant que rarement de compétences en maîtrise d'ouvrage et peu enclins à lutter efficacement contre la corruption et le népotisme, les Africains n'opposent que très rarement une vision critique aux investissements chinois dans le domaine de la construction. Les pays africains héritent donc de constructions et d'ouvrages irrationnels, souvent de piètre qualité et peu performants au regard de leur rentabilité économique potentielle.

Par ailleurs, outre un bilan économique direct contestable, la présence de la Chine en Afrique se caractérise par des modalités de financement et d'aides qui portent en elles les germes d'un développement déséquilibré. Les échanges sont déséquilibrés, ce qui augmente la dépendance des pays africains et réduit leur marge de manœuvre. L'augmentation du nombre et du montant des prêts que la Chine est disposée à octroyer à ses partenaires africains pose la question de la capacité d'endettement des pays qui en bénéficieraient. Il est dès lors envisageable de prévoir soit des remises de dettes si la situation devient trop difficile ; soit, et cela est plus risqué, une compensation des pays au profit de la Chine sous la forme de cession de patrimoine par exemple.

De même, pour faire face à l'inondation du marché africain par les produits chinois et pour développer l'industrie manufacturière africaine, l'hypothèse de la mise en place de mesures protectionnistes est envisagée. Mais pour être efficace, une telle politique doit être collective (dans le cadre de l'Union africaine ?) et respecter les règles du commerce international...

Cependant, il est indéniable que la croissance économique africaine est actuellement largement tirée par la Chine. Aussi, malgré tout porteuse de bénéfices, cette situation renvoie néanmoins à la question de la ou des stratégies que les pays africains concernés entendent adopter pour en tirer le maximum. Il est à ce titre essentiel que l'Afrique saisisse les opportunités offertes par les retombées économiques chinoises pour jouer un rôle actif au profit de sa propre économie et s'engager sur la voie du développement qui s'ouvre à elle. Or, les pays africains ne pourront bénéficier d'une économie prospère et pérenne que s'ils adoptent des réformes structurelles en faveur d'une meilleure gouvernance pour pouvoir transformer leurs économies, et créer de l'emploi et de la valeur ajoutée sur leurs territoires.

La politique menée par la Chine en Afrique est donc vecteur de risques et de menaces à la fois pour Pékin et pour le continent africain. Invitée par les puissances occidentales à assumer les responsabilités qui sont aujourd'hui les siennes et qui découlent de son

nouveau statut de puissance mondiale, la Chine se trouve dans la situation de devoir envisager de remettre en cause les fondements mêmes de sa politique étrangère. Parallèlement, traversant une crise de légitimité dans divers secteurs, sa position et sa présence en Afrique deviennent difficiles à tenir. L'Afrique est quant à elle confrontée à des bénéfices économiques en deçà des attentes, à des déséquilibres entre pays et à la nécessité de procéder à de profondes réformes structurelles et de gouvernance.

Sans changements majeurs de part et d'autre, les deux partenaires risquent ainsi de s'entraîner mutuellement dans une dangereuse spirale, dont aucun ne sortira indemne. ■

ASIA FOCUS #35

LA CHINE ET L'AFRIQUE : Lorsque l'opportunité occulte le risque

Par le Commandant Cédric Le Goff

Le Commandant Cédric Le Goff est Officier stagiaire de la promotion Gallois, 24ème promotion de l'École de guerre. Diplômé de l'École nationale des officiers de la gendarmerie nationale, il a occupé les fonctions d'officier concepteur à la direction générale de la gendarmerie nationale et a notamment participé à l'opération ISAF en Afghanistan. Avant de rejoindre l'Ecole de guerre (2016-2017), il était chef du bureau soutien opérationnel du GIGN.

JUIN 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org